

**Point de presse du porte-parole
adjoint - Développement -
Participation de M. Jean-Yves Le
Drian à la Commission nationale de
la coopération décentralisée - Inde -
Déplacement de M. Jean-Yves Le
Drian - Yémen - Pourparlers
inter-yéménites - Nicaragua -
Défense des droits de l'Homme**
(Paris, 13 décembre 2018)

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations suivantes :

1 - Développement - Participation de M. Jean-Yves Le Drian à la Commission nationale de la coopération décentralisée (Paris, 13 décembre 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, réunit le jeudi 13 décembre les membres de la Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD) lors d'une session plénière, consacrée à la préparation du projet de loi d'orientation et de programmation de la politique partenariale de développement et de solidarité internationale (LOPDSI), qui a été annoncé par le Président de la République le 27 août dernier et qui sera présenté par M. Jean-Yves Le Drian devant le Parlement au premier trimestre 2019.

Les collectivités territoriales, associations, établissements publics et organismes engagés dans l'action extérieure de la France qui siègent au sein de la CNCD, présenteront leurs recommandations pour ce projet de loi.

La France veut donner une nouvelle ambition à la politique de développement, dans le cadre de la mise en oeuvre des objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies, en relevant le niveau de son aide publique au développement et en rénovant ses méthodes pour associer davantage tous les acteurs concernés, en particulier les collectivités territoriales, la société civile, la jeunesse et les entreprises. En 2019, cet engagement se traduira notamment par un accroissement d'un milliard d'euros d'engagements de l'aide projet de l'Agence française de développement (AFD) à destination de nos partenaires du Sud, sur les secteurs clés de l'éducation et de la jeunesse, de la santé, de l'égalité femmes-hommes mais aussi du climat et du traitement des crises et des fragilités.

La consultation des acteurs de la politique de développement se poursuivra au cours des prochaines semaines, notamment sous forme de consultations décentralisées en régions. Une consultation a déjà eu lieu à Dijon, le 3 décembre, à l'occasion des Assises de la coopération et de la solidarité internationale 2018 ; une autre sera organisée en région Provence-Alpes-Côte

d'Azur, à Marseille, le 17 décembre. Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères se rendra en janvier à Bordeaux pour rencontrer les acteurs de la solidarité internationale de la région Nouvelle-Aquitaine.

2 - Inde - Déplacement de M. Jean-Yves Le Drian (14-15 décembre 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rend en Inde les 14 et 15 décembre. Cette visite, qui se tient alors que la France et l'Inde célèbrent cette année le vingtième anniversaire de leur partenariat stratégique, s'inscrit dans la continuité de la visite d'Etat du Président de la République en mars dernier.

À New Delhi, le ministre sera reçu en audience par le Premier ministre indien, M. Narendra Modi, et aura un entretien avec son homologue indienne, Mme Sushma Swaraj. Ces entretiens seront l'occasion de réaffirmer l'engagement de nos deux pays en faveur d'un multilatéralisme fort et efficace, alors que la France s'apprête à prendre la présidence du G7, et de notre attachement à la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies, ainsi que de l'Organisation mondiale du commerce dans le cadre de la feuille de route endossée au G20.

M. Jean-Yves Le Drian soulignera l'importance du partenariat stratégique franco-indien face aux menaces globales et aux crises internationales et régionales. Il marquera notre souhait d'approfondir notre coopération dans la lutte contre le financement du terrorisme. Face à l'enjeu des dérèglements climatiques, il saluera le dynamisme de notre coopération au niveau international pour favoriser des solutions innovantes, notamment dans le cadre de l'Alliance solaire internationale qui a tenu sa première assemblée générale en octobre dernier dans la capitale indienne.

Le ministre fera un suivi des coopérations bilatérales lancées pendant la visite d'Etat du Président de la République, en particulier dans les domaines spatial et énergétique, ainsi que dans le développement urbain durable. Il encouragera le renforcement des échanges humains, y compris dans l'enseignement supérieur et le tourisme. À Bombay, le ministre participera aux rencontres professionnelles des métiers de l'image, pour promouvoir les échanges dans le domaine de l'audiovisuel et du cinéma.

3 - Yémen - Pourparlers inter-yéménites (Stockholm, 5-13 décembre 2018)

La France se félicite des résultats des pourparlers sur le Yémen conduits par l'Envoyé spécial des Nations unies, M. Martin Griffiths, qui ont rassemblé en Suède ces derniers jours des représentants du gouvernement du Yémen et des Houthis.

La tenue de ces pourparlers a constitué en soi une première étape positive. Des avancées décisives ont été obtenues, notamment l'échange d'un nombre important de prisonniers, un retrait des forces armées du port et de la ville d'Hodeïda et un cessez-le-feu dans toute la province, ainsi qu'un mécanisme en vue d'une désescalade à Taëz.

Alors que le Yémen connaît, selon les Nations unies, la pire crise humanitaire du monde avec plus de 22 millions de personnes en besoin d'assistance humanitaire (près de 75% de la population), la dynamique positive à l'oeuvre à Stockholm doit être prolongée par la tenue dans les meilleurs délais de nouvelles discussions politiques. Seule une solution politique sera à même d'assurer une paix durable, le soulagement de la détresse humanitaire dans laquelle se trouve la population du Yémen, ainsi que la stabilité de la péninsule.

La France salue l'engagement constructif des parties et réitère son plein soutien à l'Envoyé spécial des Nations unies pour ses efforts continus. Elle remercie le gouvernement suédois d'avoir accueilli ces pourparlers et l'ensemble des Etats ayant apporté leur soutien aux discussions. La France continuera de mobiliser toutes ses capacités en soutien de la médiation des Nations unies, en lien avec ses alliés et l'ensemble de ses interlocuteurs de la région.

4 - Nicaragua - Défense des droits de l'Homme (13 décembre 2018)

La France condamne la décision du parlement nicaraguayen d'ôter la personnalité juridique à plusieurs organisations de défense des droits de l'Homme, notamment le Centre nicaraguayen des droits de l'Homme et l'Institut d'études stratégiques en politiques publiques de Managua, dont les directeurs ont été reçus au ministère de l'Europe et des affaires étrangères respectivement les 25 octobre et 10 décembre derniers.

La France réitère sa vive préoccupation face à la dégradation de la situation des droits de l'Homme au Nicaragua et aux pressions exercées sur les défenseurs des droits de l'Homme./.